



E-CHANGER | Rue Saint-Pierre 10 | CH-1700 Fribourg | tél. 026 422 12 40 | www.e-changer.ch | CCP 17-7786-4

EDITO

QUAND LES PARTENAIRES SUISSES RETROUSSENT LEURS MANCHES

Octobre 2010, aéroport de Genève: les représentants de l'Institution fribourgeoise St-Camille pour personnes handicapées sont prêts à s'envoler vers l'Afrique avec E-CHANGER. Ils vont y rencontrer Handicap Solidaire Burkina Faso (HSB). Depuis plusieurs années, ils apportent un soutien financier apprécié au travail de Brunot Kaboré à Ouagadougou. Cet économiste, coopér-acteur de E-CHANGER, travaille à renforcer l'assise financière de l'organisation burkinabée. Au programme: création d'une entreprise de soudure de véhicules, financement des activités et marketing.

Durant une semaine, la rencontre de St-Camille avec HSB fut belle, conviviale et riche en enseignements réciproques. Avec des moyens fort limités, cette «Pro Infirmis» du Burkina Faso réussit à faire entendre la voix des personnes handicapées dans tout le pays et parvient à créer un nombre phénoménal d'activités d'entraide. Ce qui a le

plus impressionné nos visiteurs suisses: l'association emploie uniquement des personnes handicapées pour toutes ses tâches, tant au niveau des cadres administratifs que pour le conseil juridique, l'enseignement, l'entraînement sportif... Tirant la leçon de ce voyage, E-CHANGER a, depuis, développé des relations avec les ateliers protégés en Suisse ainsi qu'avec l'association faitière des institutions pour personnes handicapées: INSOS.

À l'image de ces partenariats, l'avenir est dans le développement des relations croisées, au Sud comme au Nord, entre le monde de la solidarité internationale et celui de la solidarité, en Suisse, avec les plus démunis. Entreprises, institutions, organismes publics et privés, fondations: ces partenaires nous aident et nous aideront toujours davantage à impliquer la société civile suisse et à financer notre travail d'appui dans les pays du Sud. Leur enthousiasme, leur générosité et leur engagement nous inspireront et nous soutiendront concrètement dans notre lutte pour un autre monde possible.

> Josée Martin, Partenariats Nord E-CHANGER

LE HANDICAP: UNE SENSIBILISATION DIFFICILE FACE À UN TABOU DANS LES PAYS DU SUD

Tabou. Ce terme peut résumer, avec tous les risques que cela comporte, la situation des personnes souffrant d'un handicap dans les pays du Sud. Confrontés à nombre de barrières, sociales et physiques, les handicapés vivent en marge dans plusieurs pays. Certains coopér-acteurs de E-CHANGER, avec l'aide d'organisations locales, tentent cependant de promouvoir des actions visant à assurer le respect des droits humains de ces personnes aux capacités différentes... Et de renforcer les organisations qui travaillent au sud en leur faveur. Quelques exemples, avec les volontaires Brunot Kaboré au Burkina Faso, Anne Streit Schädelin au Nicaragua ainsi que Sandrine et Jérémy Maes en Bolivie.

Alors qu'environ 13% de la population suisse est prise en charge en raison d'un handicap psychique, physique ou mental, la situation est nettement plus complexe dans les pays du Sud.

ENTRE LA MALÉDICTION ET LA PUNITION

«Ici, le handicap est considéré comme une malédiction ou une punition», explique le coopér-acteur Brunot Kaboré, qui travaille pour l'association Handicap Solidaire Burkina (HSB).

Les personnes handicapées, mentales ou physiques, font face aussi à d'autres barrières: nombreux sont en effet les lieux publics, de loisirs, et les services publics dépourvus de rampes d'accès. Accéder au monde du travail est également impossible: «Personne ne pense qu'une personne handicapée peut travailler, précise Brunot Kaboré. Quand on voit une travailler, on s'émerveille comme lorsqu'un enfant fait ses premiers pas».

La situation précaire des personnes handicapées s'aggrave encore dans les milieux ruraux et pour les femmes. «Les femmes handicapées ont souvent des comportements à risques, note Brunot Kaboré. Le taux de prévalence du SIDA est, chez elles, supérieur à la moyenne nationale». Le monde du handicap au Burkina Faso se trouve à un moment charnière: une nouvelle législation en faveur des personnes handicapées est en train de se mettre en place. L'association de Brunot Kaboré souhaite appuyer l'application de la nouvelle loi, notamment dans le domaine du droit au travail.

Au Nicaragua, le Ministère de l'éducation souhaite dorénavant l'intégration complète des enfants et des jeunes handicapés dans l'école publique. Dans la réalité cependant, les enfants victimes d'un handicap ne reçoivent ni le soutien, ni l'attention nécessaire. Ils risquent donc de quitter l'école avec peu de connaissances et de réelles compétences.

En Bolivie, malgré une nouvelle constitution exigeant l'insertion des personnes handicapées et reconnaissant leur droit à l'éducation et à la santé gratuites, elles restent particulièrement marginalisées. «En théorie, tout est parfait, jugent Sandrine et Jérémy Maes. Mais la loi n'est pas respectée en pratique. On est franchement loin du compte en matière de connaissances, de prévention, de formation professionnelle dans ce domaine, d'intérêt et de moyens financiers». Fait révélateur de l'écart entre la constitution et la réalité, il n'existait, avant 2010, pas de personnel formé en éducation spécialisée. «Les ensei-



Sandrine Maes en Bolivie

gnants travaillent donc un peu au "feeling" et certains sont très bien dans ce rôle, notent Sandrine et Jérémy Maes».

SENSIBILISATION À TOUS LES NIVEAUX

Face à cet état des lieux n'incitant pas vraiment à l'optimisme, quelles pistes suivre pour améliorer la vie quotidienne des personnes handicapées? Les coopér-acteurs de E-CHANGER en Bolivie, au Nicaragua et au Burkina Faso appuient les partenaires pour améliorer la sensibilisation.

Au Nicaragua, Anne Streit Schädelin s'appuie sur le théâtre. Elle attire l'attention des écoliers et du public sur la problématique de l'intégration des personnes avec un handicap. «Après la représentation, les écolières et les écoliers doivent jouer les mêmes rôles que nous», explique la coopér-actrice, qui cherche également à améliorer les compétences du personnel travaillant avec des personnes handicapées.

Économiste de formation, Brunot Kaboré souhaite réduire, en trois ans, la dépendance financière de HSB vis-à-vis des ONG internationales et des agences de coopération. «C'est difficile mais pas impossible, reconnaît-il. Le mécénat est très peu connu et il n'existe aucune incitation du gouvernement pour favoriser le financement des associations par les entreprises». Une solide assise financière permettra à l'association de poursuivre un lobbying percutant tout en maintenant son catalogue de prestations.

Enfin, Sandrine et Jérémy Maes, outre leur travail auprès des éducateurs, réalisent une émission de télévision bilingue (quechua/espagnol) d'une demi-heure sur une chaîne locale. Depuis janvier, à raison d'une émission par mois, les thèmes de la prévention et des formes de handicap sont ainsi abordés.

Les Etats du Sud font néanmoins des pas de géants pour assurer une place aux personnes en difficulté. Des lois, inexistantes encore il y a 10 ans, sont apparues. Mais de nombreux efforts restent encore à faire



Visite de l'Association St-Camille au Burkina Faso

dans ces sociétés fragiles. Les projets des volontaires de E-CHANGER se termineront ces prochaines années, avec l'espoir d'avoir amélioré durablement, grâce au travail admirable des partenaires locaux, la vie quotidienne des personnes handicapées.

> Yoan Veya

LES TROIS PROJETS

SANDRINE ET JEREMY MAES travaillent depuis décembre 2008 à Cochabamba en Bolivie pour le Centre de réhabilitation CREVA. Les deux Valaisans ont pour mandat d'améliorer l'intégration des enfants et jeunes handicapés au sein de la société bolivienne et de renforcer la méthodologie de travail des éducateurs. Sandrine et Jeremy Maes conseillent également les familles des handicapés afin qu'elles puissent davantage veiller au bien-être de l'invalidé. Les deux coopér-acteurs suisses se sont également penchés sur la mise en réseau des différentes organisations boliviennes travaillant avec les personnes souffrant d'un handicap.

BRUNOT KABORÉ vise l'autonomisation financière de l'association locale Handicap Solidaire Burkina, dirigée par des handicapés physiques. Le défi est de mettre sur pied une entreprise locale, à caractère commercial, qui générera des revenus. Créé en 2002, HSB est une organisation de référence sur le terrain. Elle propose notamment un service social conduit par des avocats handicapés, des cours



d'alphabétisation, des entraînements sportifs et une importante action de plaidoyer pour les nouvelles lois d'insertion et d'égalité des personnes handicapées. Lors de récentes négociations avec le gouvernement, HSB a joué un rôle moteur au sein de la structure faitière de la Fédération burkinabé pour la promotion des personnes handicapées.

ANNETTE STREIT SCHÄDELIN travaille depuis octobre 2009 au Nicaragua, dans le département de Carazo. La volontaire bernoise s'occupe de l'intégration des enfants et des jeunes handicapés. Ancienne enseignante d'école secondaire, elle met sur pied des ateliers de théâtre avec les jeunes afin de sensibiliser le public et les écoliers. Elle assure également, à l'attention des enseignants, une formation continue dont l'intégration des jeunes handicapés dans l'école régulière est un des thèmes principaux.

E-CHANGER APPUIE LES PERSONNES AVEC UN HANDICAP

Burkina Faso: insertion et travail, Brunot Kabore
Nicaragua: éducation scolaire, Sandrine et Jérémy Maes
Bolivie: enfants handicapés des villages isolés, Annette Streit Schädelin. Plus sous www.e-changer.ch

EN SUISSE AUSSI

Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées. Cet organe de la Confédération a pour but de favoriser l'égalité entre les personnes handicapées et non handicapées. www.edi.admin.ch/ebqb

INSOS

La faitière suisse des institutions pour personnes handicapées regroupe les entreprises sociales, les lieux de vie et les centres de formation. Services de mailings, informatique, conditionnement dans toute la Suisse. Contact: www.insos.ch

Annette Streit au Nicaragua

PROCESSUS DE CHANGEMENT EN AMÉRIQUE LATINE

DE NOUVEAUX DÉFIS POUR LA COOPÉRATION SOLIDAIRE

Brésil, Bolivie et Nicaragua, trois pays latino-américains fort différents mais qui, depuis plusieurs années, sont gouvernés par des dirigeants progressistes. Tous trois ont ainsi entrepris des changements significatifs et positifs, suite à une période de néolibéralisme qui les avait dévastés. Cette conjoncture, à priori favorable à la promotion des droits humains et de la justice sociale, n'est cependant pas exempte de contradictions. Quel rôle peuvent jouer, dans ce contexte, les mouvements sociaux et notre coopération solidaire Nord-Sud? Voici quelques impressions, au retour d'un récent voyage de terrain (27/04-15/05/2011) qui a permis la rencontre et le dialogue avec tous les coopér-acteurs/trices, partenaires locaux et coordinateurs/trices de ces 3 programmes.

Puis apparaît progressivement une préoccupation majeure des gouvernements de ces pays: celle de leur maintien au pouvoir, d'autant que l'opposition tend à s'affaiblir. Préoccupation certes légitime, mais également source de contradictions. On peut y distinguer deux aspects. D'une part, un processus d'affaiblissement de la société civile, dû à l'intégration par les gouvernements de leaders de mouvements sociaux, phénomène parfois accompagné du non respect de certains espaces de participation populaire, voire d'une tendance à l'autoritarisme.

D'autre part, se mettent en place des stratégies de développement économique rapide, basé sur des mégaprojets peu respectueux de l'environnement et des populations affectées (ex. extractivisme et hydrocarbures en Bolivie, plan d'accélération de la croissance et hydro-électricité au Brésil). Ces choix rapportent certes à l'État d'importantes rentrées fiscales, permettant notamment le financement des politiques sociales, mais bénéficient surtout au pouvoir économique en place et au capital international. Ils se réalisent au détriment de projets productifs (agro-écologie, économie sociale et solidaire) renforçant le tissu économique national, mais plus longs et difficiles à mettre en œuvre.



Rencontre des Coopér-acteurs au Brésil, mai 2011

Une constante, tout d'abord, entre le Brésil, la Bolivie et le Nicaragua: durant une première phase, les trois gouvernements, chacun à sa manière, ont mis en place des programmes ou des politiques publiques orientées vers une redistribution des richesses et un processus de démocratisation. Cette politique a eu des effets notables en matière de lutte contre la pauvreté et dans le renforcement de la participation citoyenne de populations auparavant marginalisées (amélioration de la sécurité sociale des personnes âgées, appui à l'éducation, à la santé, aux familles à faible revenu, aux petits producteurs...). Plusieurs indicateurs socio-économiques ont ainsi progressé significativement dans les trois pays.

Au Nicaragua et particulièrement en Bolivie, on constate une polarisation au sein de la société civile entre les organisations favorables au gouvernement et celles qui formulent des critiques et qui sont rapidement considérées comme oppositionnelles. Au Brésil, la situation est plus nuancée, probablement parce que les changements se sont faits progressivement et que la conjoncture économique est meilleure.

Qu'en est-il, dans ce contexte, des programmes de coopération de E-CH et des organisations partenaires? Sans vouloir généraliser, on peut essayer de distinguer trois principaux types de comportement chez les organisations partenaires:

- certains mouvements poursuivent leur objectif visant à exercer une réelle influence politique, tout en maintenant une totale autonomie par rapport au gouvernement (Mouvement des paysans sans terre du Brésil et de Bolivie, organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne ou de l'Orient bolivien...); leur lutte est difficile: ils s'efforcent d'utiliser les espaces de participation citoyenne, mais doivent faire face à des tentatives de mise à l'écart, voire de criminalisation, par les lobbys économiques privés et les grands monopoles médiatiques.
- d'autres participent activement à la mise en œuvre de certains programmes sociaux gouvernementaux et bénéficient ainsi de moyens supplémentaires pour mener leurs actions (Union pour le logement populaire au Brésil, organisation de femmes paysannes Bartolinas Sisas en Bolivie, Association des travailleurs ruraux au Nicaragua); cela n'est pourtant pas sans contradictions, car le lien plus étroit de ces mouvements avec les partis gouvernementaux va souvent de pair avec une relative distanciation de leur base.
- les ONG engagées en faveur de groupes sociaux marginalisés spécifiques (handicapés, enfants des rues...), bien qu'articulées en réseau, n'ont pas d'impact significatif sur les politiques publiques et sont avant tout dépendantes des financements de la coopération



Manifestation à Managua, Nicaragua, 1^{er} mai 2011

internationale; comme ceux-ci tendent à se réduire dans ces trois pays, elles se trouvent face à des défis croissants de durabilité.

Dans ce contexte, l'appui des coopér-acteurs/trices de E-CHANGER aux organisations partenaires est fort bienvenu et apprécié. Cette bonne réputation se fonde principalement sur les facteurs suivants:

- ils n'imposent pas leur point de vue;
- ils fournissent des compétences professionnelles qui manquaient;
- ils apportent un point de vue externe souvent très pertinent, permettant notamment de surmonter des difficultés internes d'organisation;
- ils facilitent la mise en réseau et la solidarité Nord-Sud en général;
- la collaboration de longue durée est très importante, ce qui démarque E-CHANGER de nombreuses organisations dont les volontaires s'engagent pour de courtes périodes, ne permettant pas aux partenaires du Sud d'en tirer pleinement le profit escompté.

Cependant, l'insertion sociale et professionnelle des nouveaux coopér-acteurs/trices n'est pas toujours facile. Créer une relation de confiance est indispensable et prend parfois plus de temps qu'on ne l'imagine. Une intégration réussie nécessite de la patience, de l'empathie et des compétences interculturelles, tant de la part des Suisses expatriés que de leurs collègues du Sud.

Autre constat important relatif à la pratique de E-CH en matière de coopération: les rencontres annuelles par pays sont des moments importants et privilégiés. Non seulement pour une meilleure connaissance mutuelle entre coopér-acteurs/trices et représentant-e-s des organisations partenaires, mais aussi pour discuter et approfondir des thématiques communes, liées par exemple à la conjoncture politique de chaque pays, ou encore pour susciter des échanges Sud-Sud entre institutions partenaires. Enfin elles représentent aussi l'opportunité

de débattre avec les acteurs du terrain de la situation et des perspectives de E-CHANGER au niveau institutionnel.

En conclusion, dans la conjoncture actuelle et en dépit des contrastes déjà mentionnés, le développement des programmes Bolivie, Brésil et Nicaragua s'avère très positif. Nous avons pu constater que les axes prioritaires – participation citoyenne et souveraineté alimentaire – étaient très pertinents, relativement à la réalité concrète et actuelle de ces trois pays. Tous nos partenaires sont engagés dans ces thématiques avec des réussites significatives, tant au niveau de l'incidence politique que des améliorations concrètes pour les groupes bénéficiaires. Les contributions des coopér-acteurs/trices de E-CHANGER, suisses et nationaux, sont très appréciées par les organisations partenaires. La perspective d'un renforcement des synergies Sud-Sud et Sud-Nord a été favorablement accueillie, tout comme le rapprochement au niveau institutionnel avec Inter-Agire et la Mission Bethléem Immensee.

> Bruno Clément, Partenariat Sud

ÉLÉMENTS DE LA CONJONCTURE POLITIQUE

BRÉSIL: Luiz Ignacio Lula da Silva, du Parti des travailleurs (PT), président de 2002 à 2010, suivi de Dilma Rousseff (PT), présidente dès 2011.

BOLIVIE: Evo Morales, du Mouvement vers le socialisme (MAS), élu président en 2005 et réélu en 2009.

NICARAGUA: Daniel Ortega, du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), élu à la présidence en 2006 et candidat aux prochaines élections de novembre 2011.

BOLIVIE

« J'AI APPRIS PLUS QUE JAMAIS AUPARAVANT »

Susanne et Mathieu Rufener-Glayre et leurs trois enfants ont vécu à Tarija, ville du sud de la Bolivie, d'octobre 2007 à décembre 2010. Le contrat de Susanne portait sur l'appui à une école publique – fondée par Thérèse Pittet, ex-volontaire E-CH - qui scolarise des enfants issus de familles modestes et ayant des difficultés dans le système éducatif. Mathieu est parti en tant qu'accompagnant et, à côté des tâches ménagères, s'est occupé de la communication de leur partenariat. Il s'est également engagé auprès d'un projet local de centre culturel et de radio alternatifs.

Susanne avait un rôle d'enseignante et de formatrice d'adultes. Elle a mis les mains à la pâte en enseignant elle-même, ce qui lui a beaucoup plu et lui a permis de gagner le respect et la confiance de ses collègues. Ainsi, elle a pu les appuyer efficacement, en connaissance de cause. Elle a aidé ses collègues dans l'élaboration d'une pédagogie adaptée aux besoins des enseignantes et des élèves. Ensemble, elles ont élaboré des méthodes, du matériel et un plan d'études pour le jardin d'enfants. Susanne a également dispensé une formation continue à deux volées d'étudiantEs de l'Ecole Normale locale pour améliorer le travail dans les petites classes, et appuyé des enseignantes enfantines dans deux autres écoles de la ville.

Grâce au dynamisme et à l'ouverture de la direction et des enseignantes, Susanne dit avoir plus appris durant ces trois années que jamais auparavant, tant au niveau personnel que professionnel. Elle a appris à respecter d'autres manières de voir et de faire, à écouter et à construire ensemble des objectifs communs.



Elle a dû adapter ses idées et ses exigences, et a appris par exemple que de bonnes leçons sont possibles même dans un cadre très simple, avec peu de matériel... et beaucoup d'élèves! Quant à ses collègues, elles ont gagné en assurance, se sentent plus à l'aise dans leur quotidien grâce à un cadre de travail plus clair et mieux adapté. Elles disposent désormais d'un matériel de qualité avec lequel elles sont à l'aise. L'importance de l'école infantine a été valorisée – en particulier pour des enfants démarrant leur parcours scolaire avec des désavantages liés à leurs origines sociales. La qualité du travail s'en trouve améliorée, ce qui bénéficie autant aux enseignantes qu'aux enfants.



Suzanne Rufener en Bolivie

Quant à Mathieu, c'est depuis son rôle – pas toujours facile – d'homme au foyer, et par la radio, qu'il a connu une équipe de passionnés animant en réseau un centre culturel et une radio alternatifs. Travaillant à l'échelle nationale, le Réseau de la Diversité cherche à promouvoir l'idée que la richesse culturelle bolivienne – et mondiale – constitue une grande opportunité pour construire des sociétés plus justes.

Mathieu s'est progressivement approché de ces personnes, non pas comme volontaire suisse, mais comme un membre du collectif comme les autres, en prenant peu à peu plus de responsabilités et en gagnant sa place par son engagement.

Concrètement, il a produit plus de 200 émissions radio sur des thèmes variés, coordonné et coorganisé la formation interne avec Thérèse Pittet, ainsi que participé aux différentes activités du collectif. Mais ses apports se situent également à un niveau plus difficile à mesurer: dans l'organisation du travail, par le fait de poser un regard différent, critique et créatif, sur l'activité du groupe, ce qui a permis d'améliorer la qualité des différents projets.

Enfin, Susanne et Mathieu ont réalisé un important travail de communication en Suisse. Ils ont écrit pour leur groupe de soutien des lettres circulaires variées et de qualité qui ont permis aux personnes qui les suivaient de mieux connaître la richesse de la société bolivienne. Mathieu a également collaboré avec plusieurs journaux en Suisse, et n'est pas peu fier d'avoir «couvert» pour Le Courrier l'événement qu'a constitué la première conférence des peuples sur les droits de la Terre-Mère.

> Mathieu Glayre



Mathieu Glayre en Bolivie

DES ALTERNATIVES À LA GUERRE POUR LA JEUNESSE COLOMBIENNE

La guerre en Colombie n'est pas une fatalité. Elle ne constitue pas non plus la seule alternative pour la jeunesse de ce pays sud-américain. Cette conviction anime la réflexion du dirigeant paysan (« vocero regional ») Camilo López, responsable de l'éducation et de la culture chez CIMA, organisation partenaire de E-CH.

«Il est nécessaire de construire un autre paradigme de la nation, sur la base d'une solution politique, et démontrer par là qu'une autre Colombie est possible», souligne López, artiste plasticien diplômé de l'Université du Cauca, spécialisé en éducation interculturelle.

López est responsable du secteur Éducation et culture au Comité d'intégration du massif colombien (CIMA), une organisation paysanne qui travaille dans les départements du Cauca et de Nariño, situés à l'extrémité sud-est du pays, à la frontière avec l'Équateur.

CONFLIT TOUJOURS PRÉSENT

«Mon pays, et notamment le territoire où travaille le CIMA, continuent d'être le théâtre d'un grave conflit», relève Camilo López pour présenter la situation actuelle.

«Jusqu'ici, le nouveau gouvernement de Juan Manuel Santos ne représente pas une réelle alternative à la situation vécue durant les années précédentes, sous la présidence d'Álvaro Uribe».

Une continuité qui s'exprime, par exemple, dans le monde rural, par la permanence du problème crucial de la terre. «Il n'y a pas de réelle solution. Même s'il existe une loi des terres qui proclame, au niveau du discours, l'affectation de parcelles aux personnes déplacées victimes du conflit, cette loi contient des clauses qui ne facilitent en rien une véritable solution de cette question».

«Le conflit continue. Les organisations sociales comme la nôtre sont criminalisées et poursuivies», affirme Camilo López. Tout cela malgré le fait que, depuis toujours, «notre position est claire. Le conflit dont nous souffrons est social et armé. Mais la seule issue réside dans une solution politique négociée».

MINIMISER L'IMPACT

Le CIMA priorise trois axes de travail principaux: les droits humains, la protection de l'environnement, l'éducation et la culture.

Concernant ce troisième point, «le travail avec les jeunes, axé plus spécifiquement sur leur participation culturelle, musicale et sportive, devient essentiel».

«Nous mettons sur pied des ateliers, organisons des groupes artistiques, promovons la danse, le théâtre et les groupes zankeros. En résumé, nous tentons d'occuper les enfants et les adolescents de manière consciente et positive».

Pour le porte-parole du CIMA: « Avec la culture et l'éducation dans chaque communauté, nous aspirons à redonner espoir à la jeunesse de notre région et à minimiser l'impact du conflit. Cela en empruntant et respectant leurs rêves, partagés par tous les jeunes Colombiens, Suisses ou Latino-Américains, et en leur permettant de croire ainsi à un autre pays possible, loin de toute issue militaire».

«Ils voudraient accéder à l'emploi, à l'éducation, à de saines distractions, poursuit Camilo López, mais beaucoup de ces revendications simples, basiques même pour n'importe quel jeune dans n'importe



Camilo López, dirigeant du CIMA pendant son intervention à l'AG d'E-CHANGER du 28 mai à Delemont en compagnie de Dominique Rothen, cooper-actrice E-CH

quel pays du monde, sont aujourd'hui reléguées au rand d'utopies dans le Massif».

LA SUISSE SOLIDAIRE

« Nous nous sommes rendus dans des collèges, des universités. Nous avons rencontré des groupes d'intérêt, des associations culturelles et religieuses, spécialement des jeunes. Nous avons réalisés des ateliers participatifs et avons partagé nos réalités respectives pour apprendre à mieux nous connaître».

Pour Camilo López, ce voyage en terre helvétique «a représenté une magnifique occasion d'activer la solidarité entre la Suisse et le Massif colombien, de renforcer notre coopération solidaire avec E-CHANGER et qui plus est, de partager avec la jeunesse suisse les rêves des jeunes Colombiens».

«L'appui de E-CH en ressources humaines est vital», conclut-il. «Cela nous permet de développer une coopération beaucoup plus sensible et réfléchie. Ce qui entraîne un travail commun, en Colombie et en Suisse, irréalisable sans la passerelle active et engagée que constitue la volontaire».

> Sergio Ferrari

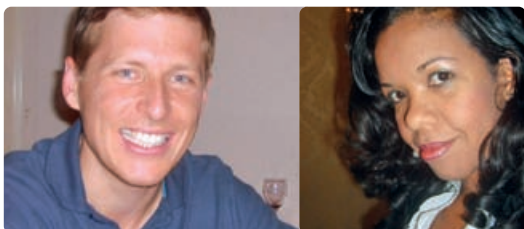
Traduit de l'espagnol par H.P. Renk

CAMPAGNE EN SUISSE

Camilo López et Dominique Rothen – coopér-actrice E-CH auprès du CIMA depuis octobre 2009 – ont effectué une campagne de sensibilisation et d'information durant la seconde quinzaine de mai et la première quinzaine de juin 2011. Celle-ci fut impulsée par E-CH et Vientos de Popayán, le groupe d'appui de la coopér-actrice. Cette fructueuse initiative a également bénéficié de l'appui de SUIPPCOL, d'Amnesty International/section suisse, du Groupe de travail Suisse-Colombie et d'autres associations helvétiques. Durant ces trois semaines, la coopér-actrice et son partenaire colombien ont animé une vingtaine d'activités, dans une dizaine de villes situées dans huit cantons. (SFi)

DÉPARTS

Jonas Crevoisier, ingénieur en informatique, est parti le 3 juin 2011 pour Ouagadougou au Burkina Faso où il va renforcer l'agence CORADE qui effectue un travail d'appui-conseil et de mise en réseau pour les petits producteurs agricoles. Son groupe de soutien «Tilay» a été lancé à Lajoux (JU) et a réuni plusieurs centaines de personnes le 14 mai dernier.



La famille Guy, Cristiane et le petit Nilo Zurkinden sont partis le 19 juin de Fribourg pour le Sergipe au Brésil où ils vont travailler avec le Mouvement des paysans sans terre. Leur groupe de soutien «Les amis des sans terre» a déjà organisé deux activités de solidarité en février et en mai.

Angélique Duruz, diplômée en études internationales et en développement, a débuté le 1^{er} juillet son contrat avec le CEDECA (Centre de défense des droits des enfants et des adolescents) de Interlagos à São Paulo au Brésil. Son groupe de soutien «Ação Juventude» (Action jeunesse) s'est constitué le 25 juin à Genève.



RETOURS

André et Emma Gautier Bravo ont terminé à la fin 2010 leur neuvième et dernière année de contrat avec E-CH. Durant presque une décennie ils ont œuvré à la consolidation de l'ITEI, l'Institut de thérapie et de recherche sur les séquelles de la torture et de la violence d'Etat, en Bolivie. L'organisation qui compte actuellement 15 collaborateurs/trices est devenue une référence en Bolivie dans la lutte contre la torture et en matière de psycho-traumatologie.

La famille Mathieu, Susanne, Noé, Lina et Luca Glayre Rufener sont rentrés début janvier de Tarija (Bolivie) où ils ont travaillé plus de trois ans. Susanne a appuyé avec succès la mise en place d'un programme pour le cycle initial de l'école Creciendo (préscolaire) ainsi qu'un module de formation pour les étudiants de l'Ecole Normale formant les enseignants. Mathieu a collaboré avec la radio intercommunautaire Yembatirenda, et continue à le faire à distance. Un très bel engagement qui se poursuit également avec le groupe de soutien «Creciendo Juntos».

Françoise Cantin a terminé en février 2011 son deuxième contrat avec la Municipalité de Villa Tunari en Bolivie. Durant cet engagement de sept ans au total, un renforcement de l'administration ainsi que des processus de participation citoyenne ont été effectués. Durant les dernières années les efforts ont été concentrés pour l'implémentation d'une base de données et le développement du secteur touristique dans la région. Françoise avec son mari David et le petit Daniel ont décidé de rester en Bolivie.

AGENDA

23 juillet Soirée de soutien pour le partenariat CTCP (Confédération des travailleurs de rue) au Nicaragua, organisée par Raphaël Henry www.franchouraph.net

2 et 3 septembre Présentations publiques (à Charmey puis à Grandvillard) de Corine et Olivier Barman sur leur travail à Jinotega au Nicaragua www.jinotega.ch

Soirées sur la Bolivie organisées par Bernard Perrin et Sarah Friederich: **29 septembre** Genève, Maison des Associations
30 septembre Lausanne, Pôle Sud

Voir l'agenda des événements sous: www.e-changer.ch


ENSEMBLE, UN AUTRE MONDE POSSIBLE



CAMPAGNE 1-15 OCTOBRE 2011 UNE ACTION POUR E-CHANGER

Le point commun entre un producteur de riz bio au Brésil, un volontaire de retour de Bolivie et les membres d'un groupe de soutien dans le Jura? L'engagement. Le sentiment d'appartenance à une collectivité qui travaille pour changer les réalités locales et améliorer les conditions de vie au quotidien. En articulation, chaque personne donnant le meilleur de ses capacités là où il/elle est. S'engager d'une manière ou d'une autre est à la portée de chacun/e d'entre nous, n'hésitez pas! Début octobre, nous inviterons le plus de personnes possible à se joindre à nous dans cet effort en vue d'un monde plus juste. Le but de la campagne «Ensemble, un autre monde possible» est de récolter des fonds pour soutenir les mouvements sociaux partenaires de E-CHANGER au Sud. C'est en même temps l'occasion de mieux nous faire connaître ici au Nord et de sensibiliser le public suisse aux réalités de vie dans les pays du Sud. Rejoignez ce mouvement engagé et devenez acteurs/trices de la campagne annuelle «Une action pour E-CHANGER» en organisant une action avec vos proches et ami/es dont le bénéficiaire servira à appuyer le travail de nos partenaires. Renseignements et inscriptions auprès de Anne Roulet, coordinatrice de la campagne au secrétariat de E-CHANGER (a.roulet@e-changer.ch) et auprès de vos représentant/es cantonal/es. Notre site internet sera également mis à jour régulièrement avec des informations à ce sujet: www.e-changer.ch

IMPRESSUM Responsable d'édition: Sergio Ferrari | Rédaction et photos: Josée Martin, Yoan Veya, Bruno Clément, Mathieu Glayre, Sergio Ferrari | Traduction: Hans Peter Renk | Corrections-édition: Claude Desimoni | Mise en page: Jacques Berset Studio | Impression: Coopérative Cric-Print, Fribourg (3200 ex.) www.e-changer.ch

 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

DDC - Direction du développement et de la coopération

 ACTION DE CAREME

 unité